

C.C.A.S de LES DEUX ALPES**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION****48 avenue de la Muzelle****N° 2023-22****38860 – LES DEUX ALPES****Séance du 09 août 2023****L'an deux mille vingt-trois, le 09 août à 18 H,**

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 03 août 2023, s'est réuni en session ordinaire à la mairie LES DEUX ALPES, sous la présidence de Monsieur Stéphane SAUVEBOIS, Président du CCAS.

Présents : MM. Stéphane SAUVEBOIS Président du CCAS, Jocelyne MARTIN Vice-Présidente du CCAS, Stéphane GALLAND, Brigitte MANIN, membres élus, Catherine GONON, Nadjeschda PIETSCH, Enrica TASSO, Florence TRACOL membres nommées.

Absente : Mme Estelle FAURE, membre élue

Pouvoir : MM. Estelle FAURE à Jocelyne MARTIN

Secrétaire de séance : Mme Nadjeschda PIETSCH

DOMAINE : FINANCES LOCALES – 7.5 - Subventions**OBJET : subvention et convention d'objectifs 2023 ADMR service solidarité courses**

Pour éviter tout conflit d'intérêts, Madame Catherine GONON, membre du bureau de l'ADMR, quitte la séance.

Monsieur le Président du CCAS présente à l'assemblée la demande déposée par l'association ADMR Haut Oisans qui sollicite une subvention pour l'année 2023 de 25 000 €.

Il précise que cette subvention correspond à la prestation « solidarité courses ». L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à répondre matériellement et moralement aux besoins divers des personnes âgées, des familles ou personnes à domicile, à tout moment de leur existence, toute famille ou personne habitant dans les communes où elle exerce son action ; de développer un climat familial et d'intensifier les courants de solidarité, la vie sociale et l'animation dans les communes qu'elle dessert en faisant participer les familles notamment, celles ayant bénéficié de l'action de l'association. Il s'agit pour les personnes domiciliées sur la Commune à partir de 60 ans (prioritairement fragilisées par l'âge, par le handicap ou ayant de faibles ressources) de bénéficier d'un service d'aides ménagères, de courses pour leur besoins domestiques et de petits transports (médecin, pharmacie, coiffeur...) ainsi que toute personne sur demande du CCAS.

Dans ce cadre, il propose d'octroyer à l'association ADMR Haut Oisans service solidarité courses une subvention pour 2023 de 25 000 € et de conclure une convention d'objectifs.

Le Conseil d'Administration, à l'unanimité des présents, Catherine GONON n'ayant pas pris part au vote :

- DECIDE l'attribution d'une subvention d'un montant de 25 000 € à l'association l'ADMR Haut Oisans ;
- APPROUVE la conclusion d'une convention d'objectifs ;
- AUTORISE le Président du CCAS à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Fait et délibéré en séance, les jours et mois que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,
Le Président du CCAS,
Stéphane SAUVEBOIS

Envoyé en préfecture le 24/08/2023

Reçu en préfecture le 24/08/2023

Publié le



ID : 038-200064434-20230809-DELCCAS202322-DE

PROJET CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC UNE ASSOCIATION

Entre

Le centre communal d'action sociale (CCAS) Les Deux Alpes 48 avenue de la Muzelle 38860 LES DEUX-ALPES, représenté par son président en exercice, Mr Stéphane SAUVEBOIS, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration N° 2023-22 du 09 août 2023 et désigné sous le terme « l'administration », d'une part,

Et

L'ADMR du Haut Oisans, association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901, dont le siège social est situé à La croix du Gua – 38142 LE FRENEY D'OISANS, représentée par son président Mr Frédéric FERLIN, et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Ensemble ci-après dénommées les « parties »

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association d'optimiser la qualité des services rendus aux personnes âgées et handicapées adultes conforme à son objet statutaire,

Considérant la politique de l'administration en matière d'action solidaire auprès des personnes âgées et des adultes handicapés,

Considérant que les programmes d'actions ci-après présentés par l'association participent de cette politique,

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'action suivant :

- Répondre matériellement et moralement aux besoins divers des personnes âgées, des familles ou personne à domicile, à tout moment de leur existence, toute famille ou personne habitant dans les communes où elle exerce son action. Pour ce faire, elle assure la responsabilité matérielle et morale de la marche d'une ou plusieurs branches d'activité pouvant concourir à la réalisation de cet objectif d'aide à domicile sous toutes ses formes.
- De développer un climat familial et d'intensifier les courants de solidarité, la vie sociale et l'animation dans les communes qu'elle dessert en faisant participer les familles notamment, celles ayant bénéficié de l'action de l'association.
- Il s'agit pour les personnes domiciliées sur la Commune à partir de 60 ans (prioritairement fragilisées par l'âge, par le handicap ou ayant de faibles ressources) de bénéficier d'un service d'aides ménagères, de courses pour leur besoins domestiques et de petits transports (médecin, pharmacie, coiffeur...) ainsi que toute personne sur demande de l'administration, l'association s'efforcera d'assurer le bon fonctionnement des services pour lesquels elle a compétence sur le territoire communal, même pendant la période des congés (annuels, maladie) y compris samedis dimanches et jours fériés dans le cadre de la continuité du service.

Dans ce cadre, l'administration contribue financièrement à ce service.

Article 2 - Durée de la convention

La convention est conclue au titre de l'année 2023.

Article 3- Conditions de détermination du coût de l'action

3.1. Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est estimé à 25 000 € euros, conformément au budget annexé.

3.2. Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'action sont fixés en annexe.

Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action.

Le budget prévisionnel du programme doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action. Les budgets prévisionnels du programme d'actions, présentation du budget annuel, le détail des coûts éligibles à la contribution financière de l'administration, établis en conformité avec les règles définies à l'article 3.3, et l'ensemble des produits affectés.

3.3. Les coûts à prendre en considération comprenant tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association.

Ils comprennent notamment :

- Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action,
- Sont liés à l'objet du programme d'actions et sont évalués en annexe,
- Sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions,
- Sont raisonnables selon le principe de bonne gestion,
- Sont engendrés pendant le temps de la réalisation du programme d'actions,
- Sont dépensés par « l'association »,
- Sont identifiables et contrôlables,
- Les coûts variables, communs à l'ensemble des activités de l'association,
- Les coûts liés aux investissements ou aux infrastructures, nécessaires au fonctionnement du service.

3.4. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de ses budgets prévisionnels par des transferts entre nature de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement. Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1.

L'association notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elle peut les évaluer pendant l'année en cours.

Article 4 - Conditions de détermination de la contribution financière

4.1. L'administration contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 25 000 euros, équivalent à 100% du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2. Pour l'année 2023, l'administration contribue financièrement pour un montant de 25 000 euros, équivalent à 100% du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

4.3. La contribution financière de l'administration mentionnée au paragraphe 4.2 n'est applicable que sous réserve des trois conditions suivantes :

- la délibération de l'administration ;
- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 6, 7 et 8, sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- la vérification par l'administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 10.

Article 5 - Modalités de versement de la contribution financière

5.1. L'administration verse 25 000 euros à la notification de la convention 2023 après les vérifications réalisées par l'administration conformément à l'article 6 et, le cas échéant, l'acceptation des modifications prévues à l'article 3.4.

5.2. La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables

Article 6 - Justificatifs

L'association s'engage à fournir avec le dossier de demande de subvention les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte-rendu financier qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions, le compte annuel et le rapport du commissaire aux comptes, la référence de leur publication au JO, le rapport d'activité

Article 7 - Autres engagements

L'association soit communique sans délai à l'administration la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA (répertoire national des associations) et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire. En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécutions de la convention pour l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présenté par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 - Evaluation

L'association s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre du programme d'actions. L'administration procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur le plan quantitatif comme qualitatif. L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er} sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément à l'article L.2121-29 du CGCT ;

Article 10 - Contrôle de l'administration

L'administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service. L'administration peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière. Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile au contrôle.

Article 11 - Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9, au contrôle de l'article 10 et après un bilan contradictoire réalisé six mois du terme de la présente.

Article 12 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13- Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 14 - Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétant.

Les Deux Alpes, le 09 août 2023

Pour l'administration
Le Président du CCAS
Stéphane Sauvebois

Pour l'association
Le président ADMR Haut Oisans
Frédéric FERLIN

Envoyé en préfecture le 24/08/2023

Reçu en préfecture le 24/08/2023

Publié le



ID : 038-200064434-20230809-DELCCAS202322-DE

Projet n°

6. Budget⁵ du projet

Année 2023 ou exercice du au

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	58500	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	57000
Achats matières et fournitures	57000	73 - Concours publics	
Autres fournitures	1500	74 - Subventions d'exploitation ²	25000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	25000
61 - Services extérieurs	2400		
Locations			
Entretien et réparation	1800		
Assurance	600	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	500	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	500		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	20600	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	20600	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	82000	TOTAL DES PRODUITS HORS CVN	82000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	82000	TOTAL DONT CVN	82000

La subvention sollicitée de € , objet de la présente demande représente % du total des produits du projet dont CVN (montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Envoyé en préfecture le 24/08/2023

Reçu en préfecture le 24/08/2023

Publié le



ID : 038-200064434-20230809-DELCCAS202322-DE